

Ghassan Salamé

Avec la décomposition de la Yougoslavie et l'effritement de l'URSS, avec la réunification de l'Allemagne et du Yémen, une donnée fondamentale de la « guerre froide » a commencé à disparaître : l'intangibilité des frontières. Celles-ci étaient bien mieux établies lorsque la compétition idéologique faisait rage de par le monde. Depuis 1945, les deux blocs étaient en compétition pour l'orientation des régimes, non pour l'annexion des États : on se battait pour une influence plus que pour des bourgades ; hormis dans les guerres de décolonisation, on soutenait des partis en lutte plus que des nationalités en armes. Désormais, certains États ne semblent plus avoir que des frontières provisoires et les revendications nationalistes s'élèvent non seulement en Asie ou en Afrique mais aussi au cœur même du Vieux Continent. Nul contraste n'est aussi vif que celui qui se cristallise entre les deux parties de l'Europe : alors que l'orientale paraît replonger dans les souvenirs sanglants du siècle passé, l'occidentale s'appête à entrer, plus ou moins unifiée, dans le prochain.

Le Moyen-Orient y perd ce qu'on avait pris pour sa spécificité. Il n'est plus le lieu emblématique des conflits à répétition, des tendances sécessionnistes, des ambitions annexionnistes ou des nostalgies impériales. Ses frontières, qui ont toujours été floues, contestables et âprement contestées, sont plus que jamais difficiles à dessiner. A l'ouest du Nil, une « levantinisation » de la politique maghrébine est en cours, véhiculée par l'attrait que les Maghrébins ont pu avoir pour l'Irak défiant l'Amérique, par la montée des courants islamistes, autant que par la fermeture de l'Europe aux nouveaux candidats à l'immigration. A l'est de l'Euphrate, l'espace de l'Asie centrale n'est plus seulement contigu au Moyen-Orient : il participe désormais de ses convulsions et devient un enjeu de son évolution. Il ne faudrait donc pas se contenter de revoir les frontières étatiques. Il faudrait aussi réviser les frontières des espaces géostratégiques. Si l'Atlantique est la frontière occidentale de l'Europe, nul consensus n'existe plus sur sa frontière orientale. Quant au Moyen-Orient, qui pourrait dorénavant en dessiner une convaincante, une durable configuration ?

Dévaluation de l'État

Bien plus que la guerre du Golfe de 1991, c'est l'effondrement de l'URSS qui est responsable de ce processus d'inclusion/exclusion accéléré des espaces stratégiques. L'Empire russe avait bénéficié d'un sursis de trois quarts de siècle avant de suivre dans l'oubli ses deux voisins ottoman et austro-hongrois. Sa chute réveille à la fois les nostalgies et les ambitions.

Nostalgies d'autres temps où l'État-nation n'était pas encore le réceptacle exclusif de l'allégeance politique ; ambitions d'États-nations rivalisant autour des décombres. Certains fêtaient la fin d'un empire continental issu de trois siècles de conquêtes ; d'autres célèbrent la disparition d'une mecque messianique de l'idéologie marxiste ; tous concèdent que cette double mort altère les frontières, les concepts, les modes d'identification.

La tendance était, depuis 1918, du fait de l'autodétermination et de la décolonisation, à une multiplication constante du nombre des États. On assiste désormais à une accélération cancéreuse du phénomène. A l'inquiétante facilité de se constituer en État, l'État se dévalue ; le concept est victime de sa popularité. Sur cette dévaluation, la fin de l'Empire russe et la guerre du Golfe s'accordent dans leurs effets. Car qu'est-ce que la guerre du Golfe aura finalement produit sinon une remise en cause de l'État souverain ? Le résultat de la mésaventure de l'Irak aura été sa mise sous contrôle des nations occidentales. Il a besoin de leur autorisation pour vendre son pétrole et pour acheter sa nourriture ; de leur accord, découle la délimitation de sa frontière méridionale ; de leur détermination, ressort la méthodique destruction de son arsenal militaire ; de leur opposition musclée provient son incapacité de mettre un frein à l'autonomisme de sa minorité kurde. L'Irak n'est plus qu'un État à souveraineté limitée, de même d'ailleurs que sa victime, puisque le Koweït est allé quémander aux mêmes nations victorieuses de la « guerre froide » et de celle du Golfe des accords de protection, sinon de protectorat. Agressé et agressé se

retrouvent ainsi avec une souveraineté réduite, dépendants des nations puissantes l'un pour desserrer les sanctions qui le frappent, l'autre pour perpétuer une entité qui n'aura jamais les moyens de se défendre. Il importe moins de savoir qui les gouverne que de noter la réduction de leur autonomie.

Appels d'empire

La remise en cause de l'ordre statoterritorial est plus radicale sur d'autres terrains. Washington, hier encore adepte d'un attachement quasi théologique à l'intégrité des frontières, a envisagé la partition du Soudan comme une issue à sa guerre civile. La Somalie, depuis 1991, passe par les affres d'une partition que nulle puissance ne semble disposée à interdire [299]. L'Éthiopie, après la chute du régime de Mengistu Haïlé Mariam, en mai 1991, a vu l'Érythrée organiser son indépendance [294]. Et alors que les Palestiniens faisaient un pas dans le sens de leur émancipation, leur objectif de toujours, un État national, perdait de sa pertinence [434]. L'affaire afghane s'est perpétuée dans une libanisation à outrance, avec de réels risques de partition [539]. Le répit apporté au Liban par les accords de Taef (octobre 1989) ne s'est pas traduit par une véritable paix.

La nature artificielle de certains États est plus que jamais patente. Cela nourrit les ambitions des forts, cela augmente la crainte des faibles. Cette fragilité des États remet en cause la grande idéologie de l'indépendance nationale, si chère aux États nés pendant la « guerre froide », ainsi qu'à son complément, le non-alignement. Le Moyen-

Orient, dans son acception la plus large, bruisse d'appels d'empire, de faibles criant au secours. Du Caucase à l'Asie centrale, du Kurdistan au Soudan, des groupes n'hésitent plus à susciter l'ingérence extérieure. Par pudeur, les Occidentaux l'appelleront humanitaire, mais les habitants de la région ne sont guère férus de ces distinguos : ils veulent que les puissances internationales viennent limiter l'emprise des pôles régionaux, voire défaire les États-nations que ces mêmes puissances avaient hier portés sur les fonts baptismaux de l'ONU. La faveur britannique pour les Kurdes d'Irak laisse songeurs les historiens qui se rappellent de la peine prise par Londres pour intégrer le Kurdistan dans l'Irak de 1921.

Et quand on n'appelle pas à l'ingérence militaire, on quémande le soutien financier. Un des thèmes de la mésaventure irakienne au Koweït revient ainsi en force : la redistribution de la rente. La puissance militaire et les moyens financiers sont aujourd'hui dans des mains différentes. Cela est vrai du système mondial, mais se vérifie encore mieux au Moyen-Orient. Ici les disparités de revenus sont profondes entre les États où l'on meurt de faim et ceux où le pétrole assure des recettes substantielles. L'embarras des riches est aussi grand face à leurs amis et alliés d'aujourd'hui que leur crainte d'hier face à Saddam Hussein déguisé en Arsène Lupin. C'est que l'argent devient rare, du fait de la destruction des marchés nationaux dans certains cas et des prix bien bas du pétrole dans d'autres. Rare, l'argent devient si précieux que les États-Unis ne sauraient le laisser dans les mains exclusives des pays producteurs. Washington avait besoin des pétrodollars du Golfe pour financer sa coalition guerrière ; il exigera la contribution des pétromonarchies pour alimenter ses projets de paix sur le terrain israélo-arabe. L'argent de la région devient un enjeu de taille. Ce que l'on en fait est un objectif des guerres réalisées autant que des paix en cours de fabrication.

Réduire l'influence des pôles régionaux

Le Moyen-Orient reste donc un lieu d'interférence des puissants de ce monde. La fin de la guerre froide a pu changer les acteurs, en affaiblir certains, en renforcer d'autres, remplacer la compétition idéologique par la défense des intérêts, elle n'a guère donné à la région une plus grande immunité face aux interventions externes. Celles-ci visent à faciliter l'accès à la région, à ses ressources, à ses marchés. Cet accès exige une réduction déterminée de l'influence des pôles régionaux. Les États-Unis ont pour cela utilisé les armes contre l'Iran en 1988 et de manière spectaculaire contre l'Irak ensuite. Le processus de paix engagé à Madrid au début 1992 participe de cette même logique, visant cette fois-ci à limiter les ambitions régionales de la Syrie et surtout d'Israël. La paix au Levant est la poursuite de la guerre du Golfe par d'autres moyens, la guerre contre des pôles régionaux qui avaient trop bien profité des dividendes de la guerre froide.

La lutte contre la prolifération des armes de destruction massive, les pressions pour la réduction des budgets militaires, le discours sur la démocratie servent d'armes dans cette nouvelle approche. Ayant écarté les Soviétiques du Moyen-Orient, la stratégie américaine (et occidentale en général) a semblé vouloir laminer les pôles locaux, quitte à y garder des troupes ou à les y ramener en vitesse. Si l'on ferme les bases militaires des Philippines, on se rappelle, quand il s'agit du Moyen-Orient, que « stationner des troupes à l'étranger est moins cher que de les garder aux États-Unis » et l'on développe encore les moyens d'une projection rapide de la puissance armée américaine (et européenne) sur ce terrain.

A côté de cette défense plus ouverte des « intérêts » — mot que les ex-Soviétiques ont repris aux Américains — Washington et Moscou ont montré une certaine compréhension pour les mouvements islamistes. Celle-ci est fondée sur l'idée que si l'« accès » aux pays musulmans est assuré, peu importe comment ces sociétés organisent leur vie quotidienne. Les Européens riverains de la Méditerranée ne sont pas près de partager cette vision. Certains ont même voulu considérer le « danger vert » d'aujourd'hui comme un remplacement au « danger rouge » d'hier, comme si les démocraties occidentales ne pouvaient se doter d'un budget militaire sans s'être auparavant donné un ennemi. Or le monde musulman est loin de se constituer en ennemi redoutable, à supposer qu'il ait cela pour objectif. L'islamisme se renforce ici pour faiblir là-bas, et dans de nombreux pays il n'est guère une force politique. Le cas afghan aura démontré la pertinence accrue des clivages ethniques, illustrant la grande diversité de situations locales et les risques des généralisations hâtives.

Le Moyen-Orient, au vu de ses grandes réserves de pétrole, de sa place au confluent de trois continents, de sa contribution maintes fois illustrée à l'instabilité mondiale et de l'énorme dimension symbolique qu'il a acquise en tant que référence religieuse pour une partie substantielle de l'humanité, ne va pas connaître la marginalisation dont est, par exemple, menacée l'Afrique. Il dispose d'assez de ressources matérielles ou symboliques pour ne pas se

voir confiner à la marge du système mondial, mais il ne maîtrise pas les moyens pouvant peser sur son évolution. Il occupera donc une partie grise du « nouvel ordre mondial », où son importance sera confirmée alors que ses acteurs auront des attitudes diversifiées (allant de l'appel à la protection externe à la violence d'État érigée en diplomatie, avec des variantes intermédiaires) dans leur ambition d'influer sur leur propre situation autant que sur le monde. Les États de la région ne conserveront pas les atouts dont ils disposaient jusqu'ici face à leurs « patrons » respectifs. La « guerre froide » est bien terminée, et les guerres « par procuration » perdent de leur intérêt pour les grandes puissances — les « ex », les actuelles et les potentielles. La projection de force se fait dorénavant à visage découvert et, si nécessaire, avec des moyens spectaculaires, comme la guerre du Koweït l'a démontré. Les relais régionaux des puissances mondiales ne se positionnent plus par rapport à un externe protecteur, complaisant, fournisseur d'armes et d'aide en milliards de dollars. Les relais ne sont en réalité plus des relais : ils doivent dorénavant trouver, en eux-mêmes et pour eux-mêmes, les raisons d'exister, de survivre, de prospérer.

BIBLIOGRAPHIE

« Le nouvel ordre régional au Moyen-Orient », *Maghreb-Machrek*, n° 136, La Documentation française, Paris, avr.-juin 1992.
Voir aussi les bibliographies de la section « Proche et Moyen-Orient ».